

ASIA BUSINESS LEADERS  
ADVISORY COUNCIL

CONSEIL CONSULTATIF DES  
HEFS D'ENTREPRISE SUR L'ASIE

2023



# Commanditaires de la réunion ABLAC 2023



# Contendu

Cliquez sur le titre pour accéder à la section

---

Note de synthèse ▶

---

Programme ▶

---

Recommandations clés ▶

---

À propos du Conseil consultatif  
des chefs d'entreprise sur l'Asie ▶

---

Annexe ▶

---

Aperçu des sessions thématiques ▶

---

À propos de la Fondation Asie  
Pacifique du Canada ▶

---

# Note de synthèse

Le Conseil consultatif des chefs d'entreprise sur l'Asie (ABLAC) a tenu sa sixième réunion annuelle à Singapour le 20 et 21 février 2023, au moment où la cité-État mettait fin à la plupart des restrictions COVID-19. C'était la première fois en quatre ans, depuis la réunion annuelle de 2019 tenue à Hong Kong, que le Conseil se réunissait en personne. La réunion tombait à point nommé, puisqu'elle intervenait après la publication, en novembre 2022, de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique (SIP) tant attendue du Canada. Cette stratégie constituait une priorité de politique étrangère défendue par les membres de l'ABLAC lors des réunions précédentes. Le rôle de l'ABLAC et des entreprises canadiennes dans la mise en œuvre de la stratégie du Canada en Asie est plus important que jamais. Le Canada n'est pas le seul à vouloir étendre et renforcer ses liens économiques avec les principaux marchés d'Asie ; il est impératif que les chefs d'entreprise prennent l'initiative de tisser des liens économiques plus solides et plus durables dans l'ensemble de la région indo-pacifique.

Singapour était le lieu idéal pour ABLAC 2023. Il s'agit non seulement d'une plaque tournante majeure au sein de l'ANASE et de la région indo-pacifique, mais aussi d'une ville de plus en plus importante pour le commerce et la finance à l'échelle mondiale et d'un partenaire clé pour le Canada. Après des années de restrictions dues au COVID qui ont suscité une nouvelle vague de protectionnisme, l'invasion de l'Ukraine par la Russie entraîne d'importantes conséquences économiques mondiales et pousse le monde vers une nouvelle ère de réalignement. Dans ce contexte, le thème de la réunion du Conseil de cette année était « *Intérêts mutuels et solutions collectives : Nouveaux partenariats commerciaux dans un monde en mutation.* »

Les membres de l'ABLAC et des invités spéciaux ont été conviés à participer à diverses tables rondes sur les risques et les possibilités d'engagement du Canada dans la région, compte tenu des défis stratégiques auxquels il est confronté. Le monde, et plus particulièrement la région indo-pacifique, étant en pleine mutation, la discussion s'est articulée autour de trois sessions thématiques : 1-Nouveaux partenariats et réponses nationales dans une Asie en mutation, axée sur l'Asie du Sud-Est en tant que région d'intérêt particulier pour l'engagement et la diversification des entreprises canadiennes en Asie ; 2-Nouveaux partenariats pour les entreprises à l'ère de l'innovation numérique, portant sur la manière dont le Canada peut tirer parti de l'essor numérique de l'Asie et y contribuer ; et 3- Nouveaux partenariats pour une transition énergétique durable, qui a examiné comment le Canada peut collaborer au mieux avec ses partenaires en Asie pour répondre aux besoins de la région en matière de sécurité énergétique tout en relevant le défi majeur, mais crucial, de la transition vers l'énergie verte. Ces sessions ont permis de formuler des recommandations qui ont été discutées lors de la séance plénière de clôture et qui sont détaillées dans le présent rapport de synthèse.



ASIA BUSINESS LEADERS  
ADVISORY COUNCIL  
CONSEIL CONSULTATIF DES  
CHEFS D'ENTREPRISE SUR L'ASIE  
2023

Les membres du Conseil consultatif des chefs d'entreprise sur l'Asie posent pour une « photo de famille » à Singapour le 21 février 2023.

Une conclusion clé a été tirée tout au long de la réunion, qui s'est tenue sous la règle de Chatham House : la diversification économique est en cours en Asie, mais la Chine reste un partenaire commercial important pour le Canada dans la région. La stratégie du Canada devrait donc mettre l'accent sur le développement d'une marque bien définie en Asie du Sud-Est et sur ses atouts dans les domaines de l'énergie, de la technologie et des liens interpersonnelles.

La séance plénière d'ouverture a comporté un discours de l'honorable Mary Ng, ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique et e mot de bienvenue de Brenda Wills, chargée d'affaires du haut-commissariat du Canada à Singapour. Mme Wills a mis l'accent sur l'importance croissante des relations entre le Canada et Singapour en matière de commerce et d'investissement, ainsi que sur le poids de Singapour dans la SIP du Canada. La ministre Ng a ensuite prononcé un discours enthousiaste devant le Conseil, soulignant l'importance de la région pour la prospérité future du Canada. Elle a rappelé à l'auditoire que d'ici 2030, la région indo-pacifique abritera les deux tiers de la classe moyenne mondiale et que d'ici 2040, elle représentera la moitié du PIB mondial. Mme Ng a précisé que le gouvernement du Canada est « là pour rester » dans la région et qu'il s'efforcera de tirer parti des possibilités de renforcer les relations existantes et d'en développer de nouvelles en Asie. La ministre a également rappelé l'importance de la collaboration et des partenariats entre les entreprises et les gouvernements. Elle a ajouté que le gouvernement fédéral peut négocier des accords commerciaux, mais qu'il incombe aux entreprises de les utiliser, de tirer parti des possibilités offertes par la région et de créer de la croissance économique pour les Canadiens.

Les membres et les invités d'ABLAC ont été conviés à un déjeuner-causerie entre Dominic Barton, président honoraire émérite d'ABLAC et président de Rio Tinto, et Piyush Gupta, PDG de la *DBS Bank*, la plus grande banque d'Asie du Sud-Est, avec 686 milliards de dollars singapouriens d'actifs, plus de 33 000 employés et des opérations sur 19 marchés. Avant le début de la troisième et dernière session d'ABLAC 2023, Son Excellence Anies Rasyid Baswedan Ph.D., ancien gouverneur de Jakarta et l'un des principaux candidats à l'élection présidentielle indonésienne de 2024, s'est joint virtuellement au groupe pour discuter des opportunités et des défis de l'Indonésie dans les années à venir, ainsi que du potentiel de développement des liens entre l'Indonésie et le Canada. Ce discours est arrivé à point nommé, puisque le Canada et l'Indonésie ont récemment entamé des négociations officielles en vue de la conclusion d'un accord de partenariat économique global. Dans le cadre de sa nouvelle SIP, le Canada entend renforcer son engagement auprès de ses principaux partenaires en Asie, dont l'Indonésie.

ABLAC 2023 s'est déroulée juste avant la conférence inaugurale [Canada-en-Asie](#) (CCEA2023) organisée par la Fondation Asie Pacifique, en partenariat avec Universités Canada, du 21 au 23 février, et dans le même lieu. Avec plus de 500 participants du Canada et de l'Asie, la CCEA2023 a offert de précieuses opportunités de réseautage et d'engagement aux participants des deux événements.

ABLAC 2023 a bénéficié du soutien financier des organisations suivantes : Conseil canadien des affaires, Corporation commerciale canadienne, Investissements RPC, Caisse de dépôt et placement du Québec, Exportation et développement Canada, Investir Alberta, Investir au Canada, et Sun Life Financial.

# Recommandations clés

## 1 La diversification passe par le soutien

La SIP du Canada a alimenté la discussion sur la diversification économique lors d'ABLAC 2023. Les participants à l'ABLAC ont réaffirmé l'importance d'élargir les partenariats en matière de commerce et d'investissement avec les économies de l'Asie du Sud-Est, mais ont également averti que la Chine restera un partenaire important pour les entreprises canadiennes dans la région, le découplage par rapport à la Chine étant probablement moins radical que l'on ne le pense généralement. Toutefois, l'émergence des stratégies « Chine+1 » laisse penser que les entreprises canadiennes commencent à explorer les opportunités en Asie-Pacifique au-delà de la superpuissance régionale. La diversification économique aidera les entreprises à réduire l'incertitude et les risques qui sont apparus dans les chaînes d'approvisionnement mondiales après la pandémie de COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie. En conséquence, le gouvernement et les entreprises du Canada devraient continuer à développer les partenariats en matière de commerce et d'investissement dans la région indo-pacifique afin de tirer parti des opportunités de marché émergentes dans divers secteurs, notamment l'énergie, la technologie et les ressources naturelles. Le soutien à la diversification commerciale demandera des investissements importants pour aider les entreprises canadiennes à comprendre les différences réglementaires et culturelles entre les économies de la région. Les diasporas canadiennes, nombreuses et bien connectées, constituent en effet un lien naturel avec les économies de l'Asie-Pacifique et présentent un avantage substantiel pour favoriser des relations économiques plus profondes. Le rôle du gouvernement canadien devrait donc être de contribuer à « bâtir un pont » vers les économies locales en signant des accords de libre-échange, en alignant les cadres réglementaires, en participant à des organisations internationales et en promouvant des initiatives nationales qui augmentent le soutien aux entreprises.

## 2 Stratégie de marque

Les membres de l'ABLAC ont souligné l'importance « d'être canadien » dans la région, puisque celle-ci attend du Canada une action plus poussée. Dans le cadre d'un travail d'équipe soutenu par les acteurs du gouvernement, des entreprises, des organisations non gouvernementales et de la société civile, une approche unifiée de la « marque Canada » aidera le Canada à tirer parti des possibilités d'investissement et d'exportation de la région et à attirer les investissements et les exportations des économies de l'Indo-Pacifique au Canada. Le Canada devrait intensifier ses efforts pour développer sa marque en tant que pays, tandis que les entreprises devraient continuer à promouvoir leurs propres marques, mais sous la bannière d'une marque nationale cohérente. Les membres de l'ABLAC ont fait remarquer que, dans le cadre de la « marque Canada », nous devons non seulement réfléchir à la proposition de valeur canadienne (c'est-à-dire à ce que nous pouvons apporter à la région), mais aussi aux besoins de la région et à la manière dont nous pouvons y répondre. Une proposition de valeur bien développée et la capacité de répondre aux besoins régionaux aideront les entreprises canadiennes à accroître leur part de marché et à s'intégrer davantage dans les chaînes d'approvisionnement régionales. Notre capacité à nous intégrer dans la région contribuera à façonner la marque canadienne, à apporter une valeur ajoutée à l'économie et à la société locales, et à

établir des partenariats avec les acteurs locaux du secteur public et du secteur privé. Dans le cadre de cet exercice de stratégie de marque, nous devons déterminer les industries phares qui feront partie de la marque nationale du Canada.

### 3 Liens interpersonnels

Les individus sont au cœur de l'activité économique, ce qui rend cruciaux les liens interpersonnels entre le Canada et la région indo-pacifique. La pandémie de COVID-19 a perturbé ces liens et redéfini la connectivité, car les gens se sont tournés vers la technologie, comme les téléconférences en ligne, pour continuer à établir des partenariats. Malgré les avancées technologiques, les relations interpersonnelles dans le domaine physique sont une priorité pour les chefs d'entreprise. Avec la levée des restrictions liées à la pandémie, les entreprises canadiennes doivent continuer à renforcer leur présence physique en Asie et collaborer avec les entreprises locales si elles veulent s'implanter avec succès dans la région. Les entreprises canadiennes doivent être prêtes à échanger des connaissances et des ressources avec des partenaires locaux dans le cadre de leurs stratégies d'entrée. En fin de compte, et conformément au thème de la CCEA2023, l'établissement de réseaux de personnes ayant des vues similaires facilitera une collaboration économique étroite entre le Canada et les économies de la région indo-pacifique. Le Canada doit également capitaliser sur les communautés de la diaspora asiatique et les expats vivant dans la région pour mieux faciliter les liens économiques transpacifiques.

### 4 Élaborer un nouveau discours sur le GNL pour aider le Canada à contribuer à la transition énergétique de l'Asie

La transition des sources d'énergie à base de combustibles fossiles vers des sources plus propres et plus durables sera essentielle en Asie, où la demande d'énergie augmente rapidement. Si elle est menée à bien, cette transition aidera la région à atténuer les effets du changement climatique tout en contribuant à la sécurité énergétique et au développement durable de l'Asie. Les pays de la région ont beaucoup progressé dans leur transition énergétique, bien qu'à des rythmes différents. Comme l'indiquent les prévisions, la demande d'énergie dans la région continuera d'augmenter, tant pour les combustibles fossiles que pour les énergies renouvelables. Le gaz naturel est un élément essentiel du bouquet énergétique de la région et le Canada, cinquième producteur mondial de gaz naturel, est bien placé pour répondre aux besoins à court terme des économies asiatiques grâce à cette source d'énergie « transitoire » vitale. Le Canada dispose d'abondantes réserves de gaz naturel. Néanmoins, il ne peut pas répondre à la demande croissante. En effet, sa capacité d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) vers les marchés asiatiques est actuellement limitée en raison de considérations nationales, notamment d'infrastructures inadéquates et de problèmes de permis social, qui entravent les exportations.

Les membres de l'ABLAC ont recommandé au Canada de s'éloigner de son approche « tout ou rien » du changement climatique et d'adopter une stratégie plus équilibrée qui assurera un approvisionnement énergétique sûr à la région à court terme tout en développant des approches à long terme pour soutenir la décarbonisation de l'énergie. Dans cette optique, le Canada doit développer un nouveau discours sur l'importance du GNL en tant que source d'énergie transitoire viable pour l'une des régions les plus vulnérables du monde : l'Asie. Le rôle des entreprises dans

l'élaboration de ce discours a également été évoqué lors de la réunion du Conseil de cette année. Les membres ont reconnu que la situation politique intérieure du Canada complique la situation du GNL. Cependant, ils ont aussi insisté sur le caractère essentiel des exportations de GNL pour l'engagement futur du Canada en Asie.

Finalement, le Conseil a convenu que la transition énergétique en cours en Asie crée une opportunité significative pour le Canada, non seulement pour apporter de l'innovation et de l'expertise en matière de technologies propres, mais aussi pour fournir de l'énergie tout en aidant les pays de la région à atteindre leurs objectifs de réduction des émissions de carbone et à lutter contre les effets du changement climatique.

## **5 Contribuer à l'établissement de normes pour les technologies numériques**

L'Asie étant devenue une puissance d'innovation dans divers secteurs, il est plus important que jamais pour le Canada de renforcer son engagement avec les pays de la région et de contribuer aux nombreux nouveaux débats déjà en cours. Ces débats entraînent des répercussions locales et mondiales et portent sur diverses questions, notamment la confidentialité des données, la cybersécurité, l'économie numérique, l'intelligence artificielle (IA) et la censure sur internet. Pour que le Canada ait son mot à dire dans l'élaboration des normes et des politiques futures et pour s'assurer qu'elles sont conformes aux valeurs et aux intérêts canadiens, le Conseil a recommandé que le gouvernement fédéral s'implique activement dans ces questions et qu'il apporte une valeur ajoutée aux débats actuels par une présence éclairée. En s'engageant ainsi, le Canada participera au processus de prise de décision relatif aux règles du commerce numérique et sera mieux informé des tendances, des questions et des technologies émergentes. Le Conseil a également recommandé au gouvernement d'éviter une mentalité « nous contre eux » et une « sécurisation excessive » dans les débats sur la technologie. Le Conseil a également convenu qu'il serait préférable de se concentrer sur les gains à long terme plutôt qu'à court terme avec divers pays d'Asie en mettant l'accent sur la collaboration plutôt que sur la concurrence dans le secteur de la technologie. Compte tenu de la croissance rapide des secteurs technologiques asiatiques et de leur rôle clé dans l'économie mondiale, le Conseil a conseillé au gouvernement et aux entreprises du Canada de jouer un rôle actif dans ce domaine afin que le Canada soit mieux à même de stimuler la croissance économique et l'innovation au niveau national.



Annexe

# Aperçu des sessions thématiques



Dominic Barton, président de Rio Tinto et président émérite d'ABLAC, mène une discussion avec Piyush Gupta, PDG de la *DBS Bank*.

## 🕒 Session 1 : Nouveaux partenariats et réponses nationales dans une Asie en mutation

La SIP 2022 du gouvernement canadien a présenté l'Asie du Sud-Est comme une région prioritaire pour l'engagement des secteurs public et privé canadiens. La session s'est ouverte sur le rôle du Canada dans la région, avec des intervenants qui ont analysé les opportunités et les risques régionaux. Les participants ont abordé la dynamique de la concurrence entre grandes puissances dans la région et son impact sur les entreprises. Ils ont également discuté des principaux défis liés à l'engagement du Canada en Asie du Sud-Est, évoqué les possibilités de collaboration et d'engagement, et identifié le rôle que les organismes gouvernementaux canadiens peuvent jouer pour soutenir les entreprises.

### LE RÔLE DE LA CHINE

Les membres du Conseil ont commenté le rôle de la Chine en Asie du Sud-Est. Ils ont reconnu les points de discordance dans les relations entre les États-Unis et la Chine et leur influence sur les relations commerciales au sens large. Ils ont toutefois indiqué que la Chine reste un acteur économique important en Asie du Sud-Est et que de nombreux États asiatiques ne partagent pas l'avis de leurs homologues occidentaux quant à l'ampleur des risques sécuritaires posés par la Chine. Néanmoins, la région doit s'adapter aux problématiques intérieures de la Chine. L'un des membres a fait remarquer que la Chine est toujours aux prises avec divers problèmes internes, tels que l'exposition à un excès de crédit, l'éclatement de la bulle immobilière et la lenteur de la réouverture post-COVID.

Faire des affaires avec la Chine restera important pour l'Asie du Sud-Est et au-delà. Un membre d'ABLAC a affirmé que la Chine et les pays occidentaux resteront économiquement interdépendants. Toutefois,

les réglementations en matière de sécurité nationale peuvent limiter le commerce et l'investissement, ce qui pourrait entraîner une fragmentation des échanges dans certains secteurs. Le Conseil a convenu qu'il était peu probable que la Chine et l'Occident se découpent, mais que la coopération économique varierait selon les secteurs, le secteur de la haute technologie étant proche du découplage. Plusieurs membres du Conseil ont reconnu que la région de l'Asie du Sud-Est pourrait faire office de médiateur et contribuer à stabiliser les relations entre les États-Unis et la Chine, car cette région continuera d'entretenir des liens étroits avec ces deux pays. En outre, ils ont rappelé que la région est liée au Canada par l'intermédiaire d'une diaspora chinoise importante et établie de longue date, et que le fait de connaître la culture et les pratiques commerciales est important.

## OPPORTUNITÉS ET RISQUES

Avec une population de 662 millions d'habitants, un PIB combiné de 3 200 milliards de dollars américains, des entrées d'investissements directs étrangers (IDE) de 174 milliards de dollars américains en 2021 et un taux de croissance prévu de 5,2 % en 2023, l'Asie du Sud-Est est une région au potentiel énorme pour les entreprises canadiennes. La croissance de la région est liée à l'afflux d'IDE, à la croissance du secteur manufacturier et à l'intégration croissante de l'Asie du Sud-Est dans les chaînes d'approvisionnement mondiales dans le cadre de l'approche « Chine+1 » de l'approvisionnement mondial, par laquelle les entreprises se diversifient de la Chine vers d'autres pays. Les investissements étrangers dans le secteur manufacturier de la région ont atteint 45 milliards \$ US (soit une croissance de 134 %) en 2021. D'autres secteurs, tels que le tourisme, le commerce de détail et l'économie numérique, revêtent une grande importance pour les économies de l'Asie du Sud-Est et ont un potentiel économique non négligeable.

Par exemple, de 2016 à 2021, la valeur totale des ventes en ligne a été multipliée par cinq, soit 40 % par an, et la part du commerce électronique dans l'ensemble des ventes au détail est passée de 5 % à 20 % au cours de la même période. L'Asie du Sud-Est, où l'âge médian de la population est de 30,2 ans, est le marché frontière naturel de la région asiatique pour les entreprises canadiennes qui adoptent une stratégie d'atténuation des risques et d'approvisionnement « Chine+1 ».

Le soutien à la diversification commerciale demandera des investissements importants pour aider les entreprises canadiennes à comprendre les différences réglementaires et culturelles entre les économies de la région et à accroître l'assistance sur le terrain si nécessaire. Les membres ont précisé que les entités affiliées au gouvernement, telles qu'EDC et le Service des délégués commerciaux, fournissent aux entreprises canadiennes des ressources au niveau national et sur le terrain pour soutenir leurs activités dans la région.



Dominic Barton, président de Rio Tinto et président émérite d'ABLAC, et Piyush Gupta, PDG de la DBS Bank, répondent aux questions des membres de l'ABLAC.

Les membres du Conseil ont convenu que l'incertitude géopolitique et économique façonnera l'approche régionale du Canada. Ils ont mis en évidence une série de risques qui devraient influencer la présence du Canada dans la région, notamment l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les effets du COVID-19 sur le lieu de travail, le ralentissement de la croissance mondiale, l'inflation, la concurrence entre la Chine et les États-Unis, les changements dans la chaîne d'approvisionnement mondiale, les cyberrisques et les différences de réglementation. Les membres ont rappelé que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a des répercussions sur la sécurité énergétique, alimentaire et minérale, tandis que les vagues de COVID-19 ont un impact sur la production et la main-d'œuvre, les défis de « marche-arrêt » affectant la dynamique du lieu de travail. L'agression de la Russie en Ukraine et le COVID-19 contribueront en fin de compte à un ralentissement de la croissance mondiale, l'inflation ayant une incidence sur la main-d'œuvre, les denrées alimentaires et d'autres produits de base. De surcroît, l'importance croissante accordée à la sécurité nationale lors de l'évaluation des questions économiques, des politiques industrielles et de la modification des chaînes d'approvisionnement devrait avoir une incidence sur les flux commerciaux entre le Canada et les économies de l'Asie du Sud-Est. À mesure que les pays se diversifient au-delà de la Chine, il peut y avoir des distorsions de production dues à des incitations politiques à produire certains biens. Ces distorsions peuvent être amplifiées par les différentes normes promues dans les pays.

La Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Banque asiatique de développement ont revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour l'Asie du Sud-Est en prévision d'un ralentissement de la croissance régionale dû à la baisse de la demande d'exportations et au resserrement des conditions monétaires. À titre d'exemple, les exportations manufacturières de l'Asie du Sud-Est sont confrontées à des vents contraires en 2023 en raison de la menace de récession aux États-Unis et dans l'UE et de la faiblesse de la demande intérieure en Chine. Dans le même temps, les banques centrales d'Asie du Sud-Est ont augmenté leurs taux directeurs en réponse à la hausse des taux d'intérêt mondiaux, aux sorties de capitaux, à la dépréciation de la monnaie et à l'accélération de l'inflation. Ces pressions négatives liées à la baisse de la demande mondiale et à la hausse des taux d'intérêt entraîneront des répercussions sur toute une série de secteurs économiques. Un autre défi est la difficulté de négocier des accords commerciaux avec la région qui intègrent des clauses sur le travail, l'environnement, l'égalité des sexes, les droits des LGBTQ+ et les droits des autochtones.

## PASSER À L'ACTION

Conseillant une certaine prudence, un membre du Conseil a déclaré que les Canadiens intéressés par l'Asie du Sud-Est devraient « espérer le meilleur » mais « se préparer au pire » en élaborant des stratégies d'engagement ambitieuses. Les stratégies à court terme doivent soutenir les objectifs à long terme et s'appuyer sur des partenariats locaux. Pour saisir les opportunités futures en Asie du Sud-Est, les parties prenantes canadiennes doivent s'efforcer de relever les défis suivants :

1. Le Canada doit élaborer une stratégie ambitieuse pour la région afin de capitaliser sur la diversification économique et de saisir les opportunités en Asie du Sud-Est tout en maintenant les relations avec la Chine. Dans sa quête de partenariats économiques dans la région, le Canada devrait tirer parti de la diversité et du multiculturalisme de sa population, y compris des communautés de la diaspora asiatique.
2. Le Canada devrait capitaliser sur ses avantages concurrentiels en matière de ressources naturelles et de technologie pour répondre

aux besoins locaux et relever les défis locaux, notamment en matière de cybersécurité et d'insécurité alimentaire/énergétique/minérale.

3. Le gouvernement canadien devrait continuer à soutenir les entreprises nationales qui s'implantent dans la région en étant présent à la table des négociations sur la réglementation et en « établissant une feuille de route » pour les entreprises par la mise en place d'accords de libre-échange. Étant donné que

les différences de réglementation rendent difficile le commerce et les investissements transfrontaliers pour les entreprises, le Canada devrait veiller à rationaliser les normes et les réglementations sur des questions telles que le travail, le climat et la gouvernance. Les organismes affiliés au gouvernement devraient continuer à augmenter les services de soutien aux entreprises au niveau national et dans la région, afin d'aider les entreprises à entrer dans la région et à s'y développer.

## ⊙ Session 2 : Nouveaux partenariats pour les entreprises à l'ère de l'innovation numérique

L'Asie s'est hissée au rang de puissance d'innovation. Des progrès de l'IA et de l'automatisation à la création de plateformes en ligne dans des domaines tels que le commerce électronique, la technologie financière et la télésanté, l'innovation numérique a connu un véritable essor en Asie ces dernières années. Stimulée par la forte population de la région, l'urbanisation rapide et l'augmentation de la pénétration de l'internet, l'innovation numérique continuera à se développer, créant à la fois des défis et des opportunités pour le Canada. Au cours de cette session, les membres du Conseil ont abordé les opportunités et les implications de l'essor numérique de l'Asie, ainsi que les risques qu'il représente pour le Canada. Ils ont également discuté des mesures que les entreprises canadiennes et le gouvernement canadien devraient prendre pour accélérer la réussite du Canada dans la région.

### IMPLICATIONS DE L'AVENIR NUMÉRIQUE

Les membres ont rappelé l'importance de la technologie pour les entreprises canadiennes dans tous les secteurs, en insistant sur le fait qu'elle sera encore plus importante à l'avenir. La technologie est « l'oxygène des entreprises » et est étroitement liée à la politique industrielle du Canada. Comme l'a fait remarquer un membre, la technologie « est transversale » et elle est aussi bien liée au commerce électronique et à l'économie numérique qu'aux ressources nécessaires à la gestion des technologies agricoles et agroalimentaires et au changement climatique. La technologie stimule la compétitivité, qui à son tour stimule la croissance. Pour rester compétitif, le Canada doit tenir compte et tirer des enseignements des meilleures pratiques à l'échelle mondiale, y compris en Asie, et les appliquer dans son propre pays.

### OPPORTUNITÉS ET RISQUES

Les membres ont fait valoir que les meilleures possibilités de croissance résident dans l'apport de solutions canadiennes de pointe à l'Asie. Ils ont mentionné plusieurs secteurs, notamment l'agroalimentaire, les technologies de la santé, les technologies financières et les technologies climatiques, qui connaissent un développement rapide au Canada et qui pourraient être appliqués dans

la région. Pour mettre à profit ces opportunités, il convient d'identifier les sous-secteurs spécifiques dans lesquels le Canada prospère et de les classer par ordre de priorité afin de faire du Canada « une puissance en Asie ». Par exemple, compte tenu du besoin de l'Asie de s'attaquer aux problèmes environnementaux, les technologies propres, qui devraient être à l'origine de la moitié de la transition climatique, présentent un intérêt particulier. Un membre de l'ABLAC a indiqué que les pays asiatiques attendent également du Canada qu'il fasse preuve de « leadership éclairé » dans l'adoption et la gouvernance de certaines technologies, telles que l'IA.

En outre, la numérisation de l'Asie crée un avantage numérique du précurseur potentiel pour les pays tels que le Canada. L'Asie du Sud-Est, en particulier, offre des possibilités considérables en raison de la grande taille et de la croissance rapide de l'économie numérique de la région. Certaines des principales opportunités numériques en Asie du Sud-Est se trouvent dans le commerce électronique, les paiements numériques et la technologie financière. Au cours des trois dernières années, la région a accueilli 100 millions de nouveaux utilisateurs d'Internet et 67 % des petites et moyennes entreprises se sont numérisées. Plusieurs membres ont mentionné que la région est prête à absorber les technologies canadiennes dans des domaines tels que l'IA, la technologie financière et la santé numérique, en raison des facteurs démographiques, comme une population jeune et croissante, l'augmentation de la richesse et l'élévation des niveaux d'éducation supérieure. Les entreprises canadiennes peuvent tirer parti de ces opportunités en agissant rapidement, en s'associant avec des entreprises locales et en prenant des risques calculés. Les chaînes d'approvisionnement numériques offrent une autre possibilité d'étendre la collaboration entre le Canada et l'Asie et d'accélérer la connectivité commerciale pour soutenir la création d'emplois au Canada. L'expansion de l'économie numérique s'accompagne également d'une attention accrue à la cybersécurité. Comme de plus en plus d'entreprises s'appuient sur la technologie pour effectuer des transactions et stocker des données sensibles, le potentiel de cyberattaques et d'atteintes à la protection des données augmente également. La cybersécurité est une préoccupation majeure pour le monde des affaires, et certains États de la région Asie-Pacifique risquent toujours de devenir des refuges pour la cybercriminalité en raison de la faiblesse de leurs régimes juridiques et d'application de la loi. Il faut en outre répondre aux préoccupations réelles et apparentes concernant le partage des données et la protection de la vie privée.

Les membres ont également reconnu les lacunes de la gouvernance numérique et la bifurcation des modèles et des formes de communication et de paiement. Ces questions sont exacerbées par une évolution technologique rapide qui devance la modernisation des cadres réglementaires, y compris des accords commerciaux. Comme l'a fait remarquer l'un des membres, la « fragmentation numérique » résultant de règles numériques contradictoires et qui se chevauchent en Asie, pourrait devenir un « point de friction clé » limitant le commerce numérique.



Jeff Nankivell, président et chef de la direction de la Fondation Asie Pacifique du Canada, prononce un discours de bienvenue à l'occasion de l'ABLAC 2023 à Singapour.

## PASSER À L'ACTION

Les membres ont souligné que le Canada a un rôle important à jouer dans le développement technologique et la numérisation de l'Asie. Pour profiter de cette opportunité, la stratégie initiale du Canada devrait se concentrer sur le soutien au développement réglementaire, la sélection d'industries « gagnantes » et l'encouragement de leur croissance, ainsi que la promotion de la collaboration lorsqu'elle ne se fait pas au détriment de notre sécurité nationale. Les membres ont proposé les actions suivantes :

1. Pour éviter la fragmentation du commerce numérique et réduire les risques de cybersécurité dans la région, le Canada doit s'engager et travailler à l'élaboration et à l'harmonisation des pratiques de gouvernance numérique. Le fait d'avoir « un siège à la table [réglementaire] » augmentera la probabilité de créer « un avantage du terrain » pour les entreprises canadiennes dans la région. Les réponses unilatérales étant inadéquates, le Canada doit être proactif dans l'élaboration des ordres du jour internationaux et des réglementations au sein des forums internationaux.
2. Le Canada doit développer les technologies nationales ciblées et les rendre compétitives à l'échelle mondiale par la spécialisation et la stratégie de marque. Pour ce faire, le Canada doit identifier et soutenir un ensemble d'industries « gagnantes » – telles que les agritech et les technologies énergétiques – où nos avantages comparatifs et notre expertise peuvent être mis en adéquation avec des besoins clairement définis du marché asiatique.
3. Le Canada doit éviter toute mentalité de « nous contre eux » et se concentrer sur l'établissement de partenariats à long terme avec divers pays d'Asie. Ce faisant, il doit continuer à maintenir un « équilibre délicat » entre la libre circulation des technologies et des données et la protection des droits de propriété intellectuelle et de l'information.

## ⊙ Session 3 : Nouveaux partenariats pour une transition énergétique durable

Cette session, qui souligne l'importance d'un développement régional durable qui réduise les émissions de carbone et protège l'environnement, s'est concentrée sur la transition énergétique en cours en Asie et les opportunités qu'elle présente pour le Canada.

### BESOINS ÉNERGÉTIQUES DANS LA RÉGION

La transition des sources d'énergie fossiles polluantes vers des sources plus propres et plus durables est une étape essentielle dans l'atténuation des effets du changement climatique. Cette transition contribuera également à la sécurité énergétique et au développement durable de l'Asie. Les pays d'Asie ont progressé dans leur transition énergétique, bien qu'à des rythmes différents en raison d'une myriade de facteurs. Mais il reste beaucoup à faire et la tâche à accomplir est considérable. L'Asie, par exemple, représente environ 75 % de la consommation mondiale de charbon, et la demande pour cette source d'énergie continue de croître. En Asie du Sud-Est, en raison de la croissance rapide de la population, de l'essor de la classe moyenne et de l'augmentation des activités industrielles, la demande d'énergie devrait augmenter de 60 % d'ici 2040. Le pétrole reste une source d'énergie importante malgré les efforts de décarbonisation de l'Asie du Sud-Est. Si l'augmentation de la consommation d'énergie pose des

problèmes à la planète, elle offre également des possibilités de collaboration. Malgré des investissements importants et louables dans les énergies renouvelables, la demande de pétrole et de gaz de la région reste forte.

Compte tenu de l'abondance des ressources naturelles, de l'expertise, de la technologie et des années d'expérience du Canada en Asie, cette session a spécifiquement examiné comment le Canada peut améliorer ses engagements en Asie de manière générale. Elle a également analysé comment le Canada peut diversifier au mieux ses partenariats et ses efforts pour contribuer à répondre aux besoins de l'Asie en matière de sécurité énergétique, tout en s'attaquant au défi important mais crucial de la transition énergétique.

Les intervenants de la session ont d'abord discuté des éléments nécessaires pour alimenter la transition énergétique de l'Asie. Ils ont souligné que la dépendance de la région à l'égard des combustibles fossiles, en particulier le charbon, comme principale source d'énergie, est une variable importante. Étant donné que le passage d'une source d'énergie à une autre prend du temps et nécessite des investissements importants, les membres de l'ABLAC ont indiqué que la transition complète vers les sources d'énergie renouvelables prendra des décennies. Dans ces conditions, la priorité devrait être d'aider les pays asiatiques à abandonner le charbon.

Le GNL est une source d'énergie clé qui pourrait contribuer de manière significative à la transition énergétique des pays asiatiques et à la réalisation de leurs objectifs de réduction des émissions. Le GNL de la Colombie-Britannique présente trois avantages pour les marchés asiatiques : l'absence de goulots d'étranglement susceptibles de retarder l'expédition, la courte distance d'expédition et une production à faible intensité de carbone. D'autres combustibles, tels que l'ammoniac bleu et l'hydrogène, ont été identifiés comme les « combustibles de l'avenir » et peuvent être mieux utilisés. Les membres ont reconnu que la situation politique intérieure du Canada complique la situation du GNL. Cependant, ils ont mis l'accent sur le rôle important qu'il pourrait jouer dans l'engagement du Canada en Asie. Le rôle des entreprises dans l'élaboration de cet argumentaire a également été évoqué.

## OPPORTUNITÉS ET RISQUES

Le Canada a la possibilité de répondre aux besoins énergétiques de l'Asie. Aujourd'hui, les pays d'Asie ont besoin d'énergie, mais ils doivent aussi décarboner et passer à des sources renouvelables pour garantir leur sécurité énergétique à long terme. Le Canada a donc la possibilité non seulement d'apporter son innovation et son expertise en matière de technologies propres, mais aussi de fournir l'énergie (pétrole et gaz) nécessaire à la transition du charbon. Les membres de l'ABLAC ont demandé au Canada d'abandonner son approche « tout ou rien » du changement climatique et ont plaidé en faveur d'un meilleur équilibre entre la nécessité de décarboner et celle de fournir à la région un approvisionnement énergétique sûr. En fournissant à la région du GNL et des sources d'énergie plus propres, le Canada peut aider les pays à se rapprocher de leurs objectifs de réduction des émissions car il facilite l'abandon du charbon comme principale source d'énergie en Asie.

Comme l'a fait remarquer un intervenant, « le Canada est l'un des seuls endroits au monde où l'on trouve en un même lieu des sources d'énergie, des infrastructures et des compétences diverses ». Il peut faire beaucoup plus pour répondre à la demande asiatique de combustibles propres et aider les économies locales à atteindre leur objectif de neutralité carbone. Toutefois, pour ce faire, le membre a fait valoir

qu'il devait « trouver des moyens novateurs pour débloquer et désenclaver nos ressources énergétiques et résoudre les problèmes de transport et les cadres réglementaires qui ralentissent certains projets ».

Le Canada a également un rôle à jouer dans le financement de la transition énergétique de l'Asie. Les fonds de pension canadiens investissent de plus en plus en Asie depuis quelques années et ne manqueront pas d'augmenter leurs investissements prochainement. Les membres ont expliqué comment ces investissements sont cruciaux dans la lutte contre le changement climatique puisqu'ils soutiennent la transition vers une économie à faible émission de carbone au niveau local. Les investissements en faveur des infrastructures vertes et la promotion d'une agriculture et d'une sylviculture durables sont des exemples de la contribution canadienne à la lutte contre les problèmes environnementaux de l'Asie. Certains projets d'infrastructure dans la région bénéficieront de l'utilisation de financements mixtes pour s'assurer que les investissements vont dans des projets où l'équation risque-rendement peut ne pas satisfaire pleinement les obligations des investisseurs institutionnels du Canada. Grâce au financement mixte, le Canada peut prendre en charge des projets présentant d'importants déficits financiers, tels que la fermeture de centrales au charbon, afin d'aider la région à faire la transition vers les énergies renouvelables. Il existe également des possibilités de décarbonisation d'autres industries, telles que l'acier et la construction.

## PASSER À L'ACTION

Le Canada dispose d'une expérience dans une variété de ressources énergétiques — solaire, nucléaire, extraction de lithium, ammoniac, pétrole et gaz — qui aideront l'Asie à répondre à ses besoins énergétiques et à soutenir sa sécurité énergétique. Pour aider la région à faire face au changement climatique, le Canada peut partager ses technologies de réduction des émissions, notamment les systèmes de captage, d'utilisation et de stockage du carbone (CUSC), la technologie des réacteurs nucléaires, la technologie géothermique et la technologie de conversion des déchets en énergie. Le Canada peut, ainsi, participer activement à la fourniture d'énergie, le soutien à la transition vers les énergies renouvelables et le développement d'un marché des technologies propres. Afin d'équilibrer le rôle du Canada dans la promotion de la transition énergétique, tout en assurant la sécurité de l'approvisionnement en énergie, les membres de l'ABLAC ont recommandé les actions suivantes :

1. Le gouvernement canadien doit aider l'Asie à décarboner son approvisionnement énergétique et à partager l'énergie produite de manière durable afin de réduire l'empreinte carbone de la région. Le gouvernement doit continuer à soutenir le développement de l'infrastructure GNL au Canada et veiller à ce qu'elle soit livrée au marché asiatique, car cette infrastructure aidera les pays locaux à atteindre leurs objectifs de réduction des émissions et à passer du charbon à l'électricité.
2. Le Canada doit collaborer avec les pays de l'ANASE en tant qu'« acteur neutre » dans la région en aidant à développer les réseaux énergétiques locaux tout en soutenant la décarbonisation par le biais de la technologie, y compris la séquestration du carbone (utilisation et stockage). Le Canada peut également soutenir les efforts régionaux de décarbonisation dans d'autres industries, notamment dans les secteurs de la construction et de la fabrication.

3. Les pays de la région n'étant pas monolithiques, le Canada devrait être prêt à satisfaire les différents besoins énergétiques de la région. Pour réussir à pénétrer ces marchés, le gouvernement et les entreprises canadiennes doivent être à l'écoute des besoins des pays de la région. Ce faisant, les

entreprises canadiennes doivent être prêtes à investir et à soutenir une diversité de projets d'infrastructure locaux et à collaborer avec divers gouvernements, organisations à but non lucratif et entreprises du secteur privé opérant dans la région.

# Programme

## 📍 Singapour, 20 et 21 février 2023

### LIEU DE RÉUNION

Olivia Room et Sophia Room  
(Stamford Ballroom), Palais  
de congrès Raffles City du  
Fairmont Singapore, 80 Bras  
Basah Rd, Singapore

### CODE VESTIMENTAIRE

20 fév. - Tenue professionnelle  
décontractée, 21 fév. - Tenue  
professionnelle

### RÈGLE DE CHATHAM HOUSE

Les participants sont libres  
d'utiliser les informations  
reçues, mais ni l'identité ni  
l'affiliation de l'orateur ou des  
orateurs, ni celles de tout autre  
participant, ne peuvent être  
révélées.

## 📍 Intérêts communs et solutions collectives : Nouveaux partenariats commerciaux dans un monde en mutation

### Sixième réunion annuelle du Conseil consultatif des chefs d'entreprise sur l'Asie (ABLAC 2023)

#### 20 février 2023 - Journée d'accueil

12:00PM DÉPART	Transport du Swissôtel The Stamford à Bombardier Installation aérospatiale Lieu de rendez-vous : Swissôtel The Stamford 2 Stamford Rd, Singapore (hôtel situé au-dessus du Palais de congrès Raffles City du Fairmont Singapore)
12:30PM – 2:00PM	Visite du site : Installation aérospatiale de Bombardier Un déjeuner léger sera servi. Lieu : 10 Seletar Aerospace Heights, Aerospace Park, Singapore
2:00PM DÉPART	Transport de la visite du site de Bombardier au Swissôtel The Stamford

3:00PM – 4:30PM	<p><i>(Invitation aux membres d'ABLAC et aux invités)</i></p> <p><b>Coup d'envoi de la mission commerciale d'Équipe Canada</b></p> <p><i>L'honorable Mary Ng, ministre canadienne du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique, a le plaisir de vous inviter à assister au lancement officiel de la mission commerciale d'Équipe Canada à Singapour. Cet événement réunira des entreprises canadiennes et locales, des intervenants et des partenaires de la région indo-pacifique. Après le coup d'envoi, les participants auront l'occasion de prendre des rafraîchissements et de réseauter.</i></p> <p><b>Lieu :</b></p> <p><i>Swissôtel The Stamford - Skai Suite (Niveau 69)</i></p> <p><i>2 Stamford Rd, Singapore</i></p> <p><i>(Hôtel situé au-dessus du Palais de congrès Raffles City du Fairmont Singapore)</i></p>
4:30PM DÉPART	Transport du Swissôtel The Stamford à la réception de bienvenue à la résidence du Haut-Commissaire du Canada à Singapour
5:00PM – 7:00PM	<p><b>Cocktail de bienvenue pour les membres de l'ABLAC et leurs invités</b></p> <p><i>À l'invitation du Haut-Commissaire du Canada à Singapour, Jean-Dominique Ieraci</i></p> <p><b>Lieu :</b></p> <p>Résidence du Haut-Commissaire du Canada à Singapour 9 Swettenham Road, Singapour</p> <p><b>Code vestimentaire :</b></p> <p>Tenue professionnelle décontractée</p>
7:00PM DÉPART	Transport de la réception de bienvenue au dîner de bienvenue
7:15PM – 9:30PM	<p><b>Lieu du dîner de bienvenue pour les membres d'ABLAC et leurs invités :</b></p> <p><b>Lieu :</b></p> <p>Quentin's Bar &amp; Restaurant in Sentosa</p> <p>02 Gunner Lane, Block 14, #01-08, Singapore</p> <p><b>Code vestimentaire :</b></p> <p>Tenue professionnelle décontractée</p>
9:30PM DÉPART	Transport du dîner de bienvenue au Swissôtel The Stamford

## 21 février 2023 - Journée de réunion de l'ABLAC

Olivia Room et Sophia Room (Stamford Ballroom), Palais de congrès Raffles City du Fairmont Singapore, 80 Bras Basah Rd, Singapore

Code vestimentaire : Tenue professionnelle

### Inscription et petit-déjeuner continental au Swissôtel The Stamford

À PARTIR DE 8:00AM	Un petit-déjeuner continental est disponible dans la salle Stamford Foyer à l'arrivée.
--------------------	--

### Session d'ouverture

9:00AM – 9:05AM	<b>Mot de bienvenue ABLAC 2023</b> <b>Jeff Nankivell</b> , président et chef de la direction, Fondation Asie Pacifique du Canada
9:05AM – 9:10AM	<b>Bienvenue à Singapour</b> <b>Jean-Dominique Ieraci</b> , Haut-Commissaire du Canada à Singapour
9:10AM – 9:20AM	<b>Allocution d'ouverture</b> <b>Goldy Hyder</b> , président d'ABLAC 2022 et PDG du Conseil canadien des affaires
9:20AM – 9:30AM	<b>Discours ministériel</b> <b>The Honourable Mary Ng</b> , ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite entreprise et du Développement économique, Gouvernement du Canada
9:30AM – 9:35AM	<b>Transition vers les sessions thématiques</b> <b>Hafimi Abdul Haadii</b> , Vice-présidente de l'ABLAC 2022 et directrice exécutive du LVK Group of Companies

### Session 1 : Nouveaux partenariats et réponses nationales dans une Asie en mutation

9:40AM – 11:00AM

**Description :**

*La Stratégie pour l'Indo-Pacifique 2022 du gouvernement canadien a présenté l'Asie du Sud-Est comme une région prioritaire pour l'engagement des secteurs public et privé canadiens. Avec une population de 662 millions d'habitants, un produit intérieur brut (PIB) combiné de 3 200 milliards de dollars américains et une croissance prévue de 5,2 % en 2023, l'Asie du Sud-Est est une région au potentiel énorme pour les entreprises canadiennes. Alors que de plus en plus d'entreprises canadiennes adoptent une stratégie d'atténuation des risques et d'approvisionnement "Chine+1", l'Asie du Sud-Est, avec sa population dont l'âge médian est de 30,2 ans, est le marché frontière naturel de la région asiatique.*

*Chaque État d'Asie du Sud-Est présente son propre ensemble d'opportunités et de défis. Pour atteindre son objectif d'un engagement régional plus fort, le Canada doit comprendre les forces régionales en jeu afin de développer les stratégies et les partenariats spécifiques nécessaires pour les gérer. Cette session donnera une vue d'ensemble des défis stratégiques que le Canada doit relever en Asie du Sud-Est et offrira un aperçu des possibilités d'engagement et de coordination du Canada avec ses partenaires régionaux.*

**Présidente de la session :**

**Hafimi Abdul Haadii**, Vice-présidente de l'ABLAC 2022 et directrice exécutive de LVK Group of Companies

**Intervenants :**

**Ph.D. Jeff Reeves**, vice-président Recherche et stratégie, Fondation Asie Pacifique du Canada

**Principaux intervenants :**

**Chin Hwee Tan**, PDG, Trafigura, Asie-Pacifique et Moyen-Orient ; président, SGTRADEX

**Jonathan Fried**, conseiller principal, Bennet Jones et ancien représentant personnel du Premier ministre pour le G20, ambassadeur au Japon et à l'OMC.

**Questions à débattre :**

Quels sont les principaux défis et obstacles à une plus grande implication du Canada en Asie du Sud-Est ?

Quelles sont les meilleures opportunités d'engagement en Asie du Sud-Est et où les entreprises canadiennes et le gouvernement du Canada peuvent-ils établir de nouveaux partenariats ?

Quelles sont les politiques inhérentes à la concurrence entre grandes puissances dans la région et comment le gouvernement canadien peut-il aider les entreprises à mieux naviguer dans cette dynamique ?

11:00AM – 11:15AM

Réseautage, pause-café et photo de famille

## Session 2 : Nouveaux partenariats pour les entreprises à l'ère de l'innovation numérique

11:15AM – 12:30PM

### Description :

*L'Asie s'est hissée au rang de puissance d'innovation, contribuant aux deux tiers des dépôts de brevets mondiaux au cours de la dernière décennie, passant de 54,6 % en 2011 à 67,5 % en 2021. Qu'il s'agisse des progrès de l'IA et de l'automatisation et de leur utilisation dans l'industrie manufacturière, ou de la création de plateformes en ligne dans des domaines tels que le commerce électronique, la technologie financière et la télésanté, qui sont désormais utilisées par des millions de personnes, l'innovation numérique a connu un véritable essor en Asie ces dernières années.*

*Stimulée par la forte population de la région, l'urbanisation rapide et l'augmentation de la pénétration de l'Internet, l'innovation numérique continuera à se développer dans la région. Elle stimulera la croissance économique en créant de nouvelles industries tout en améliorant la productivité et l'efficacité des industries traditionnelles. La nouvelle économie numérique en Asie engendrera également des défis auxquels le Canada devra être attentif, qu'il s'agisse de gouvernance, de compétitivité, de protection de la vie privée ou de sécurité. Au cours de cette session, les intervenants aborderont les opportunités et les implications de l'essor numérique de l'Asie et discuteront des mesures que les entreprises canadiennes et le gouvernement canadien devraient prendre afin d'accélérer le succès du Canada dans la région.*

### Président de la session :

**Goldy Hyder**, président de l'ABLAC 2022 ; PDG, Conseil canadien des affaires

### Intervenantes :

**Jan De Silva**, PDG, Chambre de commerce de la région de Toronto

### Principaux intervenants :

**Shirley Crystal Chua**, fondatrice et PDG du groupe, Golden Equator

**Kevin Strain**, PDG, Sun Life

**Songyee Yoon**, présidente, NCDOFT et PDG NCWEST

### Questions à débattre :

Quels sont les principaux défis et opportunités pour les entreprises canadiennes dans l'économie numérique en plein essor de l'Asie ?

Comment la transformation numérique actuelle en Asie remodèle-t-elle les chaînes d'approvisionnement et les stratégies des entreprises ?

Comment les gouvernements peuvent-ils encourager les entreprises à utiliser les accords de commerce et d'investissement existants et futurs dans la région pour soutenir l'innovation canadienne à l'ère numérique ?

## Déjeuner

12:30PM – 2:00PM

### Conversation avec Piyush Gupta, PDG du groupe DBS

*La DBS Bank est la plus grande banque d'Asie du Sud-Est, avec 686 milliards de dollars SGD d'actifs, plus de 33 000 employés et des opérations sur 19 marchés. Piyush Gupta dirige DBS depuis 2009, date à laquelle la banque a reçu les plus prestigieuses distinctions de « Best Bank » décernées par les plus grandes publications financières du monde.*

#### Intervenants :

**Piyush Gupta**, CPDG du groupe DBS

#### Modéré par :

**Dominic Barton**, président de Rio Tinto et président honoraire émérite d'ABLAC

## Coup de projecteur sur l'Indonésie avec Son Excellence Ph.D. Anies Rasyid Baswedan, ancien gouverneur de Jakarta

2:00PM – 2:45PM

### Description :

*Le Canada et l'Indonésie ont récemment entamé des négociations officielles en vue d'un accord bilatéral de libre-échange. Cet accord intervient au moment où le gouvernement du Canada a lancé une stratégie ambitieuse pour élargir son engagement avec des partenaires clés en Asie, y compris l'Indonésie, dans le cadre de la nouvelle Stratégie pour l'Indo-Pacifique du Canada. Son Excellence Ph.D. Anies Rasyid Baswedan, ancien gouverneur de Jakarta, participera virtuellement avec les membres et les invités de l'ABLAC à une conversation sur les opportunités et les défis de l'Indonésie dans les années à venir et sur le potentiel de développement des liens entre l'Indonésie et le Canada.*

#### Intervenants :

**Ph.D. Anies Rasyid Baswedan**, ancien gouverneur de Jakarta

#### Modéré par :

**Chin Hwee Tan**, PDG, Trafigura, Asie-Pacifique et Moyen-Orient ; président, SGTRADEX

## Nouveaux partenariats pour une transition énergétique durable

2:45PM – 4:00PM

**Description :**

*Le développement durable, la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique figurent en bonne place dans la Stratégie pour l'Indo-Pacifique du Canada.*

*La transition des sources d'énergie fossiles vers des sources plus propres et plus durables sera essentielle pour atténuer les effets du changement climatique et contribuer à la sécurité énergétique et au développement durable de l'Asie. Les pays d'Asie ont progressé dans leur transition énergétique, mais à des rythmes différents en raison de la diversité de leurs niveaux de développement économique et d'accès aux ressources, et des différentes politiques gouvernementales et cadres réglementaires. En Asie du Sud-Est, par exemple, en raison de la croissance rapide de la population, de l'essor de la classe moyenne et de l'augmentation des activités industrielles, la demande d'énergie devrait augmenter de 60 % d'ici à 2040, ce qui crée à la fois des défis et des opportunités. Grâce à l'abondance des ressources naturelles, de l'expertise et de la technologie du Canada, cette session discutera de la façon dont le Canada peut collaborer au mieux avec ses partenaires en Asie pour aider à répondre aux besoins de l'Asie en matière de sécurité énergétique tout en relevant le défi important mais crucial de la transition énergétique.*

**Présidente de la session :**

**Martha Hall Findlay**, ancienne responsable du climat, Suncor

**Intervenants :**

**Rick Christiaanse**, PDG, Invest Alberta

**Principaux intervenants :**

**Marc-André Blanchard**, vice-président exécutif et chef de CDPQ Global et chef mondial du développement durable

**Kaori Namiki**, PDG, Mitsubishi Canada Ltd.

**Questions à débattre :**

Quelles possibilités de collaboration la transition énergétique de l'Asie offre-t-elle au Canada ?

Comment le Canada peut-il contribuer au mieux aux efforts de décarbonisation de l'Asie ?

Quels sont les principaux défis qui entravent la sécurité énergétique et le développement durable de l'Asie ?

4:00PM – 4:15PM	Pause-santé
Session sur la gouvernance d'ABLAC (réservée aux membres d'ABLAC)	
4:15PM – 5:15PM	Moderated by: <b>Goldy Hyder</b> , président de l'ABLAC 2022 ; PDG, Conseil canadien des affaires
Réception de bienvenue de la Conférence Canada-en-Asia - ouverte à tous les membres d'ABLAC et à leurs invités	
5:30PM	<p><i>Tous les membres et invités d'ABLAC sont conviés à la réception de bienvenue de la Conférence Canada-en-Asia, qui aura lieu immédiatement après la clôture d'ABLAC 2023. Cette réception croisée offrira aux membres d'ABLAC et à leurs invités une occasion supplémentaire de nouer des contacts avec un groupe plus large de parties prenantes liées au Canada.</i></p> <p><i>Le programme de la conférence est disponible séparément.</i></p>

# À propos du Conseil consultatif des chefs d'entreprise sur l'Asie

Le Conseil consultatif des chefs d'entreprise sur l'Asie (ABLAC) est un groupe de haut niveau composé de chefs d'entreprises asiatiques et canadiennes mis sur pied par la Fondation Asie Pacifique du Canada (FAP Canada) en 2016.

Convoqué chaque année pour identifier et présenter les possibilités d'améliorer l'engagement commercial entre le Canada et l'Asie, la FAP Canada a créé le Conseil consultatif des chefs d'entreprise sur l'Asie dans un double but. Premièrement, le Conseil constitue une puissante plateforme de réseautage et de développement des affaires qui peut aider à catalyser des opportunités commerciales et d'investissement plus fortes entre le Canada et l'Asie. Deuxièmement, il fournit des informations, des conseils et des avis stratégiques à un groupe choisi de représentants politiques canadiens de haut niveau des gouvernements fédéral et provinciaux dans le but de renforcer l'engagement stratégique du Canada dans la région.

L'ABLAC est un forum essentiel pour catalyser le dialogue et l'action, avec un intérêt particulier pour les changements ciblés des politiques et des lois qui inhibent, ou peuvent faire progresser, l'engagement Canada-Asie.

## L'ABLAC cherche à :

- Susciter un changement dans les attitudes et les actions du gouvernement canadien en engageant directement les fonctionnaires dans une stratégie Canada-Asie ;
- Partager la politique et l'orientation stratégique du gouvernement canadien avec les dirigeants des gouvernements et du secteur privé asiatiques, examiner les perspectives et tester leurs effets ;
- Soutenir une approche coordonnée et harmonisée de « large diversification » de l'engagement du Canada dans la région ;
- Favoriser la réputation du Canada en tant que démocratie progressiste et stable, avec des produits et des services de grande valeur, en tant que destination commerciale attrayante pour les parties prenantes en Asie ; et,
- Encourager le Canada à se doter de la panoplie nécessaire d'instruments commerciaux et de talents « compétents en Asie » pour mieux s'intégrer dans les marchés asiatiques.

Ces objectifs sont plus importants que jamais. Selon presque tous les critères, avant et après la pandémie, l'Asie-Pacifique est et restera la région la plus dynamique du monde en termes de croissance économique et d'innovation. De plus, elle abrite un grand nombre des économies à la croissance la

plus rapide, des ressources essentielles, des capitaux, des chaînes d'approvisionnement clés et des technologies de pointe.

Le FAP Canada a une vision ambitieuse pour notre pays : saisir l'occasion et mener le Canada vers le prochain niveau d'engagement avec l'Asie. Le Canada a tout à gagner de la croissance et de l'innovation de l'Asie, mais nous devons réfléchir de manière stratégique et créative à ce que nous devons faire et à la façon dont nous devons le faire. Il est impératif que les chefs d'entreprise du Canada et de l'Asie se rencontrent collectivement, débattent des questions clés et se placent à l'avant-garde de cette discussion.



ASIA PACIFIC  
FOUNDATION  
OF CANADA

FONDATION  
ASIE PACIFIQUE  
DU CANADA

# À propos de la Fondation Asie Pacifique du Canada

La Fondation Asie Pacifique du Canada (FAP Canada) est une organisation indépendante à but non lucratif qui se consacre aux relations du Canada avec l'Asie. Notre mission est d'être le catalyseur de l'engagement du Canada avec l'Asie et le pont entre l'Asie et le Canada.

Le FAP Canada a pour objectif de renforcer les liens entre le Canada et l'Asie par le biais de ses activités de recherche, de réseautage, de rassemblement et d'éducation. Nos recherches fournissent des informations, des points de vue et des perspectives de haute qualité, pertinents et opportuns sur les relations entre le Canada et l'Asie. Notre travail de recherche, qui fournit des considérations politiques et des informations commerciales aux parties prenantes de la région Asie-Pacifique, est ancré dans le Suivi de la durabilité Canada-Asie (CASD), un outil interactif de suivi et d'analyse qui examine des documents de source ouverte provenant de toute l'Asie afin d'offrir une meilleure connaissance de la situation aux parties prenantes canadiennes intéressées par le développement de la région. Notre travail de recherche comprend également des rapports réguliers, des notes d'orientation, des études de cas, des dépêches, des médias numériques et un bulletin hebdomadaire Asia Watch alimenté par CASD et ses quatre domaines d'intérêt : Grande Chine, Asie du Sud-Est, Asie du Nord-Est et Asie du Sud. Le FAP Canada collabore également avec des entreprises, des gouvernements et des intervenants du milieu universitaire afin d'offrir aux organisations et aux étudiants canadiens une formation sur les compétences nécessaires pour l'Asie.

Visitez notre site Internet

**ASIA BUSINESS LEADERS  
ADVISORY COUNCIL**

**CONSEIL CONSULTATIF DES  
HEFS D'ENTREPRISE SUR L'ASIE**

---

2023

